

SANTÉ

Les salaires des résidents bloqués

Les salaires des résidents en grève ont été gelés. Les menaces du ministre de la Santé ont été mises à exécution par certains directeurs de CHU. Le Collectif des médecins résidents prend acte et avertit que le gel des salaires s'apparente à une rupture de contrat qui n'est pas sans conséquence. Une rencontre nationale s'est tenue hier pour décider des suites à donner au mouvement.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les premières sanctions sont tombées. Dans certains établissements de santé, les médecins résidents n'ont toujours pas perçu leurs salaires. Une situation loin de démobiliser les membres du Collectif autonome des médecins résidents (Camra).

Le D^r Sahnoun, délégué du Collectif, est formel : la suspension des salaires est une rupture de contrat unilatérale qui risque d'avoir des conséquences. Les médecins ainsi sanctionnés ne comptent pas se laisser faire. Ils



Les médecins sanctionnés ne comptent pas se laisser faire.

envisagent d'arrêter les gardes. Une proposition qui a été discutée au cours de la réunion nationale des résidents qui s'est tenue hier à Constantine. Une réunion qui a duré toute la journée d'hier. Les résidents venus des différentes wilayas y ont fait le point

sur le mouvement de grève qui dure depuis le 28 mars dernier. Les suites à donner à ce débrayage inédit seront connues aujourd'hui. Le D^r Yellès, également délégué du Camra, expliquait hier que le mouvement ne pouvait cependant s'arrêter sans

qu'aucune revendication soit satisfaite. Ni le statut ni le régime indemnitaire n'ont été pour le moment publiés au Journal officiel.

Les résidents ont droit à des séries de promesses qui, pour le moment, ne se sont pas concrét-

tisées. La question du service civil est toujours en suspens. Les déclarations du ministre de la Santé se suivent et se ressemblent : il clame depuis des semaines que le dossier ne faisait pas partie de ses prérogatives.

Le Premier ministre interpellé à ce sujet a tenu un discours moralisateur. «Ils veulent nous caricaturer», précise le D^r Yellès qui réagit vivement aux propos d'Ouyahia qu'il suspecte de vouloir diaboliser les résidents en donnant des leçons de patriotisme.

Les médecins résidents, qui avaient réussi à forcer l'incroyable arsenal répressif déployé lors de la marche du 1^{er} juin, avaient entrevu un soupçon d'espoir de voir la problématique du service civil résolue. Ils avaient en effet été reçus par le président de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Ziari, qui s'était montré sensible aux explications des résidents, avait ouvert une piste de réflexion sur l'instauration d'un moratoire sur le service civil. Il proposait en parallèle un audit de ce dispositif. Il vient d'être désavoué par Ouyahia à qui l'idée du moratoire ne semble pas convenir. C'est dire la cacophonie qui a entouré la gestion de ce dossier.

L'installation d'une commission dite des sages avait tourné court au regard du parti-pris de ses membres. Depuis, le ministère de la Santé semble ne plus vouloir œuvrer pour une sortie de crise. Ould Abbès tente même de faire comme ci le mouvement de grève ne paralysait pas les hôpitaux. Interpellé à ce sujet, il a tout simplement répondu : «Grève ? Mais de quelle grève parlez-vous ?» Une réponse qui en dit long sur l'absence de volonté manifeste de trouver une sortie de crise.

N. I.

S. A.

ILS DEMANDENT LEUR CESSION

Les occupants des logements Sonelgaz menacent de sortir dans la rue

Les occupants des logements Sonelgaz, représentés par l'Association des résidents de la cité Sonelgaz de Ben Aknoun (ARC), comptent observer un sit-in, au niveau de la direction générale du groupe Sonelgaz. Ils réclament la cession des logements au profit des occupants.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Après n'avoir reçu aucune réponse à leur préoccupation de la part des autorités, les occupants des logements patrimoine de la Sonelgaz ont décidé de recourir à la protestation.

Ils comptent observer un sit-in, cette semaine, au niveau de la direction générale du groupe.

Au nombre de 4 000 sur le territoire national, selon les chiffres fournis par les représentants de l'Association des résidents de la cité Sonelgaz de Ben Aknoun (ARC), ils demandent l'application des résolutions votées, depuis septembre 2005, par le conseil d'administration et l'assemblée générale du groupe portant cession de ces logements au profit de leurs occupants.

M. Cheniti, président de l'ARC, qui a animé, hier, une conférence de presse, à Alger, a indiqué qu'«initialement, ces logements étaient destinés à être cédés à leurs bénéficiaires».

Cependant, dénoncent les occupants, cette décision «fait l'objet d'un blocage de la part de Sonelgaz».

«A la place de la cession, le groupe veut imposer des contrats de location d'une année renouvelable aux résidents retraités et une décision administrative d'occupation

aux personnes en activité», a dénoncé M. Cheniti. Or, précise le représentant de ces familles,

«il n'est pas question d'accepter cette formule qui est ni plus ni moins qu'une expulsion à court terme».

Les membres de l'association ont souligné que ces logements ont été affectés aux travailleurs de Sonelgaz selon des critères sociaux et ne sont

de ce fait pas considérés comme des logements de fonction. Les résidents, dont la majorité occupent ces sites depuis 1993, menacent d'investir la rue autant que nécessaire en organisant des sit-in, jusqu'au règlement de leur problème qui dépend, affirment-ils, «uniquement de la direction du groupe Sonelgaz».

EN RAISON DE L'ENTRÉE EN APPLICATION DU NOUVEAU PLAN DE CIRCULATION

La ligne Tizi Ouzou-Alger paralysée par une grève

Le nouveau plan de circulation dont Tizi Ouzou sera incessamment dotée n'en finit pas, depuis la semaine dernière, de susciter la controverse.

Si les usagers des transports publics s'en trouvent décontenancés, notamment en raison des frais supplémentaires que cela devrait leur coûter pour se rendre à Tizi Ouzou, les transporteurs, pour leur part, rejettent carrément l'idée d'aller s'installer, comme il leur est désormais enjoint, dans les aires prévues dans la périphérie du chef-lieu de wilaya.

Si les centaines de transporteurs de l'intérieur de la wilaya, après une grève mercredi et jeudi derniers, ont obtenu un peu de répit avec le gel de l'ordre de transfert des terminus jusqu'au 1^{er} juillet prochain alors qu'il était prévu pour vendredi dernier, en revanche, les «gros» transporteurs que sont les dizaines de propriétaires de cars desservant la très fréquentée ligne Tizi-

Ouzou-Alger ainsi que les destinations secondaires, notamment en direction des localités de la wilaya de Boumerdès, ont pour leur part astreint des milliers de voyageurs, entre étudiants et travailleurs, hier, à une journée noire en raison d'un mouvement de grève qui a totalement paralysé la gare routière du centre-ville de Tizi Ouzou.

Eux aussi sont au plus haut point concernés par ce nouveau plan puisque la nouvelle gare, attendue depuis plusieurs années, érigée à moins d'un quart d'heure du centre-ville, au lieu-dit Kaf-Naadja, sera incessamment fonctionnelle.

Une domiciliation catégoriquement rejetée par les propriétaires des bus qui ont rallié, hier, à leur cause la multitude de commer-



Les transporteurs s'opposent à la délocalisation.

çants aux alentours de la «sécuritaire» gare routière de Tizi Ouzou, lesquels ont également baissé rideau pour protester contre la mort annoncée de leurs activités. Selon une source de la wilaya, les

autorités n'ont pas l'intention de lâcher du lest pour la simple et bonne raison que le nouveau plan de circulation est incontournable, voire inévitable.

A. M.